

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 137 (1992)
Heft: 10

Artikel: Les plans du Pacte de Varsovie : l'heure de vérité
Autor: Stoeckli, Fritz
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345232>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les plans du Pacte de Varsovie:

L'heure de vérité

Par le colonel EMG Fritz Stoeckli

La conférence de presse donnée le 13 janvier 1992 au ministère de la Défense allemand est un événement majeur sur le plan militaire et historique. Bien que de nombreux détails restent encore obscurs, le rapport du ministre Stoltenberg révèle au grand public, de manière objective et sans appel, l'étendue du danger qui a pesé sur l'Europe de l'Ouest jusqu'à la chute du Mur de Berlin.

Ce rapport avait été précédé des articles du spécialiste ouest-allemand Lothar Rühl^(1,2), qui avait eu un accès privilégié aux documents retrouvés dans l'ex-République démocratique d'Allemagne. Ainsi, plus aucun doute n'est possible quant aux intentions du défunt Pacte de Varsovie, et les détracteurs les plus farouches de notre défense nationale devront se rendre à l'évidence. Comme nous le verrons, notre pays n'aurait pas échappé au raz-de-marée soigneusement préparé à l'Est jusqu'à la fin des années 1980.

Il est probable que, dès la première phase de l'offensive générale, la Suisse aurait pu être entraînée, contre son gré, dans un conflit direct avec les forces

de l'OTAN bloquées dans le sud de l'Allemagne. De plus, une grande partie de notre population aurait été mise en danger par les conséquences directes des engagements nucléaires tactiques prévus par le Pacte, dès le début des hostilités. Selon Rühl, les stratégies du Pacte avaient également prévu de passer par la Suisse, de manière à prendre l'OTAN à revers et notre pays était inclus dans les préparatifs de la guerre aérienne contre l'Europe occidentale.

A elles seules, ces données suffisent à justifier pleinement nos préparatifs civils et militaires dans le cadre de la défense générale du pays. Il est également intéressant de relever que le scénario préparé par le Pacte avait été considéré par nos spécialistes dans deux exercices importants joués au niveau de l'armée en 1987, de la défense générale en 1988. On constate ainsi que l'appréciation de la menace et les préparatifs entrepris à grande échelle dans notre pays étaient réalistes. Nos autorités civiles et militaires, tous ceux qui se sont dévoués aux divers échelons trouveront ainsi la justification des efforts consentis durant de nombreu-

ses années, trop souvent dans l'indifférence ou l'incompréhension de leurs concitoyens.

Rappelons simplement qu'au moment où le peuple suisse était appelé à se prononcer sur une suppression éventuelle de son armée, en 1989, les état-majors du Pacte planifiaient encore des actions offensives! A l'heure des bilans, même provisoires, il ne s'agit pas de faire la chasse aux sorcières, mais de se rappeler que la pérennité d'un Etat exige des efforts de défense constants et crédibles, même en période de paix relative.

Dans la présente étude, nous ferons le point sur les dangers auxquels l'Europe et la Suisse ont échappé, en évitant de développer des mythes, comme ce fut le cas pour certains aspects de la Seconde Guerre mondiale. Il ne s'agit évidemment que d'une première évaluation que les historiens militaires approfondiront, mais le cadre général est clair.

Nous examinerons successivement les forces en présence, les hypothèses de travail occidentales, souvent proches de la réalité,



puis nous les comparerons aux planifications effectives reconstituées par les spécialistes de l'OTAN. Cette approche révélera quelques surprises sur le plan opératif, touchant notamment notre pays. Par contre, l'existence de planifications détaillées pour l'invasion de l'Autriche ne surprendra pas, ce pays ne disposant pas d'une force

de dissuasion suffisante aux yeux des responsables du Pacte de Varsovie.

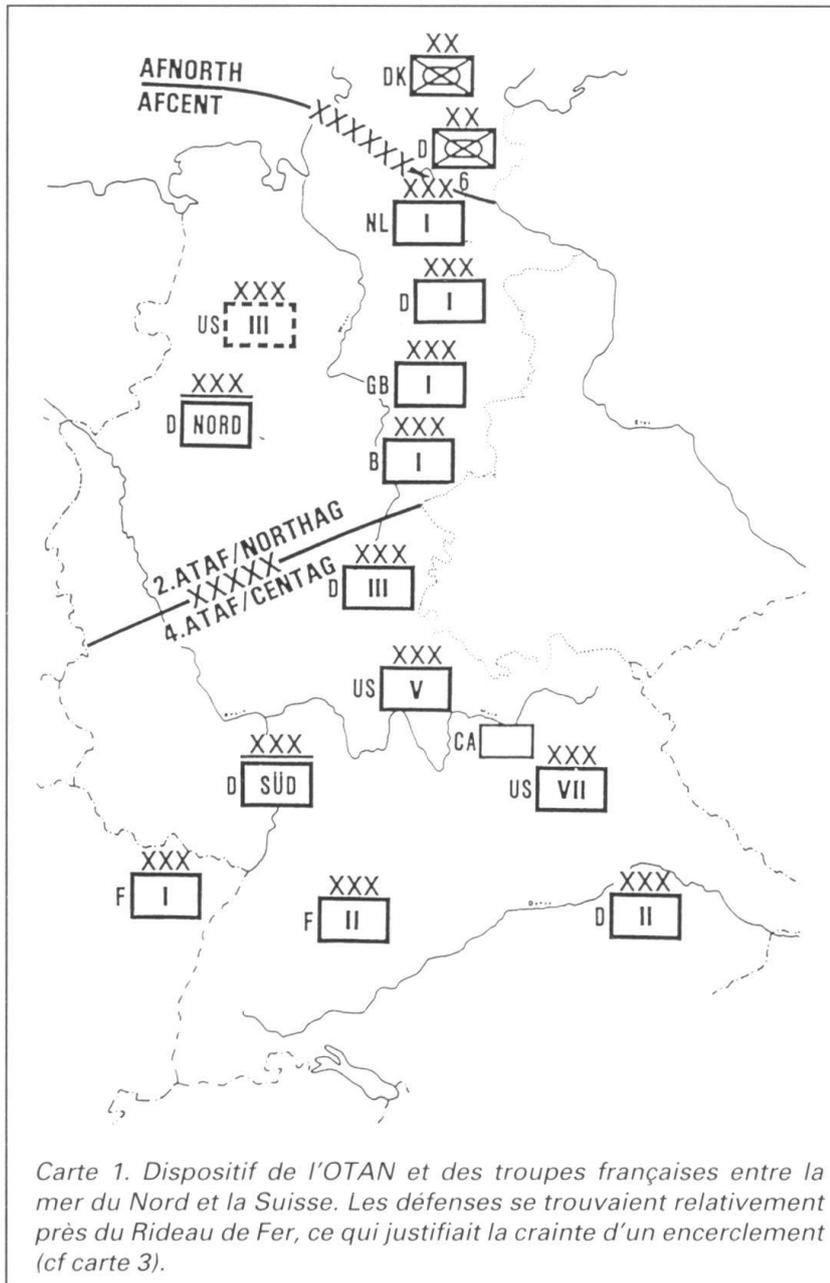
Les forces en présence et leurs possibilités

Durant la guerre froide, les forces de l'OTAN et de la France occupaient en Eu-

rope centrale un dispositif représenté sur la carte N° 1. Il était caractérisé par des corridors attribués aux différents corps et groupes d'armées, avec un effort de défense à l'avant du secteur. Le déploiement complet de ces forces exigeait environ 30 jours, une couverture suffisante étant réalisée vers J+10⁽³⁾. Ces délais montrent clairement qu'une attaque surprise représentait un danger grave pour les forces occidentales, dont la mobilisation ne pouvait être décidée que par des instances politiques multinationales et parfois hésitantes.

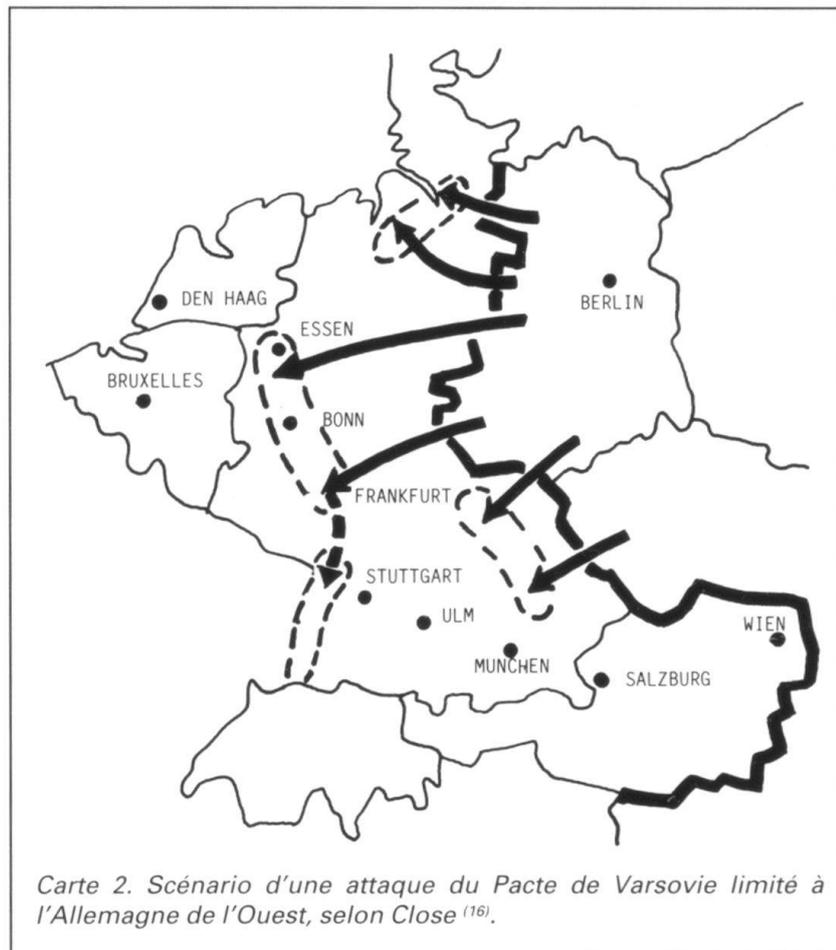
Les forces du Pacte de Varsovie, de leur côté, disposaient d'une profondeur considérable jusqu'aux districts militaires de l'URSS. Il s'agissait d'un avantage certain, particulièrement en ce qui concerne la dispersion des troupes et de leurs bases. De plus, un système de transports développé permettait théoriquement d'acheminer en quatre jours des moyens importants de l'Oural vers l'Ouest.

Correctement évaluées par les experts occidentaux, la corrélation des forces conventionnelles en Europe était d'environ 2-2,5 : 1 en faveur du Pacte (approximativement 35 et 90 divisions de part et d'autre). Conformément à la doctrine soviétique, basée sur l'expérience de la Seconde Guerre mondiale, ce rapport des forces est suffisant pour déclencher avec succès une offensive au niveau du théâtre européen. Il



permet en effet de réaliser les supériorités de 4-5 : 1 requises pour assurer le succès des attaques initiales au niveau opératif (armées de premier échelon perçant les défenses de l'OTAN).

Comme nous l'avons décrit ailleurs⁽⁴⁾, les pertes journalières de l'assaillant dans ces conditions seraient acceptables et la vitesse de progression à travers le dispositif adverse limiterait la durée d'une opération classique à 10-12 jours au niveau armée. Théoriquement, les pertes totales en hommes et en matériel, ainsi que leur remplacement seraient supportables pour l'assaillant. Les experts admettaient que, pour une supériorité globale de 2 : 1 sur le théâtre des opérations européen, l'ensemble des forces du Pacte perdrait environ 1,3% en hommes par jour, ce chiffre pouvant atteindre 5-10% au niveau des divisions de front. Pour les moyens blindés par contre, les pertes moyennes devaient se situer vers 5-7%, ce qui aurait exigé des efforts considérables sur le plan de la logistique⁽⁵⁾. Des sources récemment déclassifiées montrent également que les Soviétiques comptaient sur des pertes journalières en hommes de l'ordre de 4-5% en cas d'engagements nucléaires tactiques. Par l'utilisation massive de ces moyens au niveau tactique, dès le début des hostilités, le Pacte prévoyait de neutraliser près de 50% des



forces adverses concernées⁽¹⁾.

Nos estimations⁽⁴⁾ et celles de divers experts de l'OTAN, basées sur l'analyse de la littérature militaire soviétique ouverte, sont confirmées par les documents récemment déclassifiés à l'Est⁽⁶⁾. Ainsi, l'hypothèse d'une avance journalière de 30-40 km pour une corrélation des forces de 4-5 : 1, correspond aux hypothèses de travail du Pacte. De cette manière, et même en l'absence d'échanges nucléaires massifs, le Rhin aurait pu être atteint en 7-12 jours lors d'une attaque surprise contre le dispositif de l'OTAN occupé de

manière partielle. Il s'agit d'une hypothèse pessimiste, mais à la suite de la guerre du Golfe, il ne fait aucun doute que la supériorité technologique de l'Ouest aurait sérieusement ralenti l'attaque, avec ou sans moyens nucléaires.

Rétrospectivement, il est intéressant de constater que les états-majors occidentaux disposaient d'informations souvent proches de la réalité, contrairement à leurs homologues du Pacte de Varsovie. Le rapport Stoltenberg et d'autres sources⁽⁷⁾ montrent par exemple que la Volksarmee de la République démocratique d'Alle-

magne avait été l'objet d'une désinformation systématique de la part des dirigeants de la RDA, en ce qui concerne les forces occidentales et leurs capacités réelles. Ainsi, jusqu'à la fin des années 1980, on prêtait des intentions agressives à l'OTAN, en lui attribuant une supériorité de 4 : 1 dans le secteur central. Les forces de la RFA étaient créditées de 12 divisions supplémentaires, le 1^{er} Corps britannique était augmenté d'un deuxième corps (inexistant dans la réalité); même les divisions espagnoles étaient prises en compte pour une offensive éventuelle contre la RDA.

L'appréciation de la situation, manipulée par le haut commandement est-allemand et distribuée jusqu'à l'échelon de la division, montre que, dans cette conception, la RDA devenait logiquement la principale victime d'une attaque occidentale. Cette présentation devait justifier une vigilance et des degrés de préparation élevés, ainsi qu'une action préventive éventuelle contre ce danger imaginaire. Une telle désinformation n'aurait évidemment pas été possible à l'Ouest, où le service de renseignement de troupe recherche des informations aussi objectives que possible par le recoupement de diverses sources et en évitant largement les idées préconçues. Cette approche avait permis aux Occidentaux d'évaluer correctement leur adversaire potentiel, ce qui aurait certaine-

ment rendu de grands services en cas de conflit.

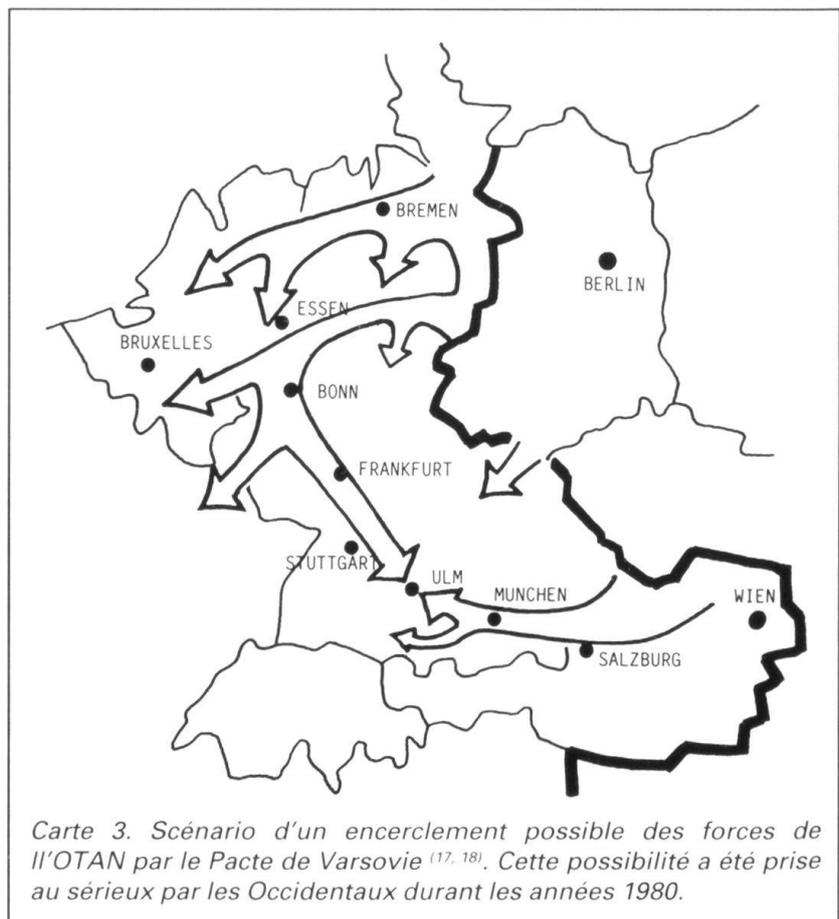
Le récent article de J. Feldmann⁽⁸⁾, ancien commandant du corps d'armée de campagne 4, résume parfaitement les différences entre l'OTAN et le Pacte, ce dernier étant une alliance forcée où régnait la méfiance générale.

La position de la Suisse dans l'optique du Pacte

Dans l'ensemble, notre pays a fait l'objet de peu de commentaires dans les documents du Pacte de Varsovie, mais il était vu de ma-

nière hostile par les Soviétiques depuis l'époque de Staline. Classée définitivement parmi les Etats de type capitaliste non membres de l'OTAN⁽⁹⁾, la Suisse était considérée depuis les années 1960 comme un objectif potentiel, son occupation éventuelle devant éviter qu'elle ne devienne un bastion de la défense occidentale⁽¹⁰⁾.

Selon Rühl⁽²⁾, divers scénarios du Pacte de Varsovie prévoyaient également le passage à travers la Suisse pour contourner les défenses de l'OTAN. De plus, notre pays était *inclus dans les préparatifs de la guerre aérienne* contre l'Europe de l'Ouest, contrairement à la



Yougoslavie, considérée comme une alliée du Pacte⁽¹⁾. Par des destructions massives de l'infrastructure civile et militaire, il s'agissait de briser la volonté de résistance de la population et de l'armée. Le moment choisi pour déclencher de telles actions n'est pas connu et il s'agit d'un fac-

teur qui aurait pu jouer un rôle important dans le contexte de la neutralité helvétique. Ce facteur a certainement été pris en compte par le Pacte.

Durant les années 1980, la presse soviétique avait clairement critiqué la politique d'armement de la

Suisse, notamment lors de l'acquisition des chars *Léopard* compatibles avec l'OTAN, puis du renforcement de l'aviation prévu pour le début des années 1990. Ainsi, le voyage du conseiller fédéral Delamuraz aux USA, en 1985, avait fait l'objet d'un article très dur dans *Krasnaya Zvezda*⁽¹¹⁾, intitulé « Dans le rôle d'un allié potentiel ? ». Il est évident qu'une aviation moderne – on parlait alors d'avions F-16 ou F-20 – aurait posé des problèmes sérieux au Pacte en cas de survol du corridor neutre. Cette argumentation n'a rien perdu de son actualité dans le contexte de l'après-guerre froide. Elle confirme, par Soviétiques interposés, la nécessité d'une aviation forte comme élément de dissuasion.

Il ressort également de documents récemment déclassifiés⁽¹²⁾ que la Suisse figurait parmi les objectifs stratégiques considérés dans les cours de l'Académie militaire de l'Etat-major soviétique, les secteurs de Zurich et de Genève étant cités expressément. Dans cette optique, on peut admettre que la neutralité suisse n'aurait compté que dans la mesure où elle servait les intérêts du Pacte de Varsovie. La neutralité de l'Autriche, par contre, aurait été bafouée dès le début des hostilités⁽¹⁾.

Les hypothèses de travail occidentales

Avant d'examiner la planification effective du Pacte

Bibliographie

1. Rühl, L., *Oesterreichische Militärische Zeitschrift*, 6/91, pp. 501-508.
2. Rühl, L., *Survival*, 5/91, pp. 442-450.
3. Donnelly, C.N.D., *Red Banner*, Jane's Information Group Ltd, Coulsdon 1988, pp. 250-251.
4. Stoeckli, F., *Revue militaire suisse*, 2/92, pp. 16-22.
5. Zavitski, Yu.I., *Voyenno-Istoricheski Journal*, 10/86, pp. 73-77.
6. Tatartchenko, A.E., *Voyennaya Mysl*, 5/82, pp. 53-59.
7. Schulte, H., *Jane's Intelligence Review*, 6/91, pp. 278-281.
8. Feldmann, J., *Schweizerische Monatshefte* (septembre 1992).
9. Leybo, Yu.I., *Avstria, FRG, Chveitsaria* (Autriche, RFA, Suisse), *Mejdounarodnye Otnochenia*, Moscou 1984.
10. Sejna, J., *We Will Bury You*, Sidwick and Jackson, London 1982, p. 121.
11. *Krasnaia Zvezda* (l'Etoile Rouge, Moscou), 16.7.85.
12. G.D.Wardak and G.H.Turbiville Jr., *The Voroshilov Lectures* (Material from the Soviet General Staff Academy), Vol. 1, The National Defence University Press, Washington DC 1988, pp. 102-112.
13. Grebitch, E.D., *Voyennaya Mysl*, 6/91, pp. 31-37.
14. *Izvestia* (Moscou), 1.6.92.
15. Niepold, G., *Battle for White Russia*, Brassey's, London 1987, pp. 263-283.
16. Close, R., *L'Europe sans défense?* Ed. Lucien Meyer, Bruxelles 1976, pp. 249-261.
17. Peterson, A., *Soviet Offensive Operations in Central Europe*, NATO's Sixteen Nations, Vol. 32, 8/87.
18. Hines, J.G., *Encirclement*, SSRC Document A4, The Royal Military Academy Sandhurst 1985.
19. Matsulenko, V.R., *Operatsi i boi po Okrujeni* (Opérations d'encercllement), *Voyenizdat*, Moscou 1983.

de Varsovie, il est intéressant de reprendre les hypothèses formulées par les experts occidentaux, concernant les actions possibles contre l'Ouest.

Sur la base de la doctrine soviétique, de compte rendus provenant des académies militaires et des manœuvres périodiques du Pacte, il était évident que le danger principal pour l'Ouest résidait dans une attaque surprise. Le caractère essentiellement offensif des opérations planifiées jusqu'en 1987 est confirmé par les recherches de Rühl et par une étude importante

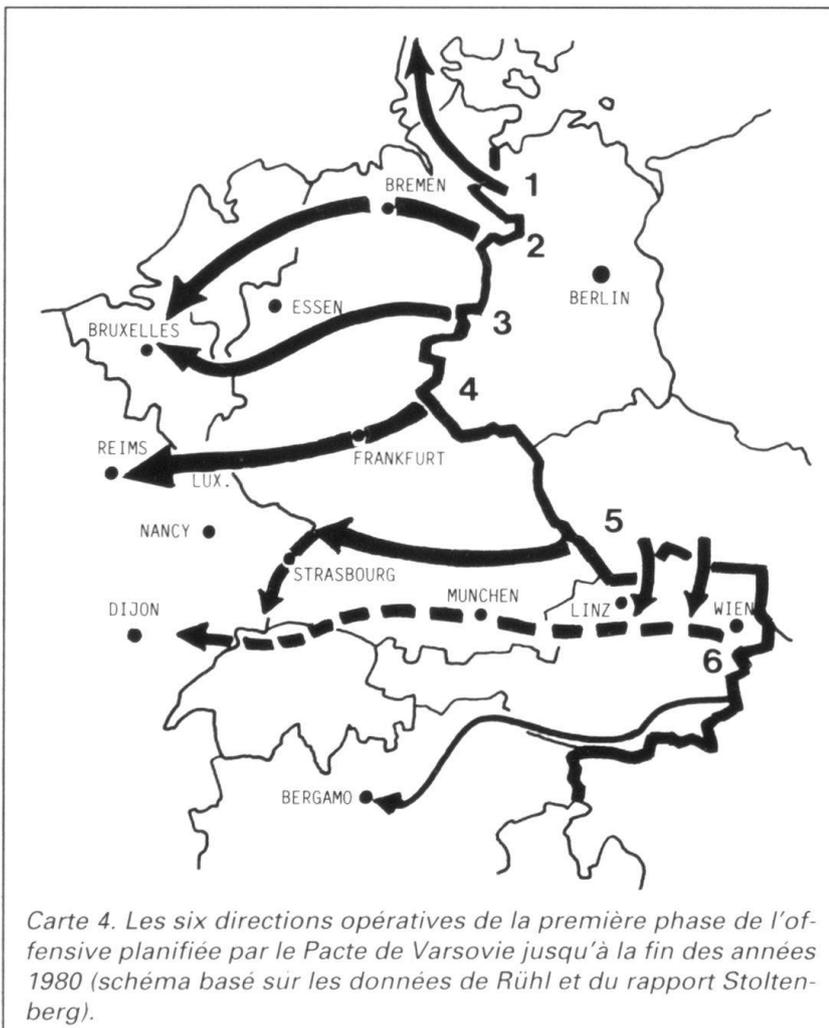
publiée en 1991 dans *Voyennaya Mysl*⁽¹³⁾, la revue théorique du ministère de la Défense à Moscou. De plus, le général Gratchev, nouveau ministre de la Défense de la République de Russie, a reconnu récemment dans les *Izvestia*⁽¹⁴⁾ que les pays satellites devaient servir de tremplin pour des opérations stratégiques dans la profondeur du dispositif occidental. On ne peut donc être plus clair.

Les experts trouveront des exemples de planifications soviétiques typiques dans l'ouvrage *The Voroshilov Lectures*⁽¹²⁾, résu-

mant l'enseignement donné aux stagiaires de l'Académie militaire Vorochilov à Moscou et proches de la réalité. Il s'agit des notes de cours du colonel G. Wardak, passé à l'Ouest dans les années 1980. Progressivement déclassifiés et disséminés parmi les experts occidentaux, de tels documents confirment le caractère évolutif de la doctrine soviétique et ses normes de planification modernes basées sur l'expérience de la Seconde Guerre mondiale⁽⁴⁾.

Pour les Occidentaux, il ne faisait aucun doute que l'Etat-major soviétique envisageait une offensive stratégique de grande envergure en Europe, dont la première étape devait conduire sur le Rhin (approximativement la ligne Anvers - Bâle). Il est intéressant de relever avec le général ouest-allemand G. Niepold⁽¹⁵⁾ que, par ses dimensions géographiques et par les forces en présence, l'offensive contre l'Europe occidentale rappelle l'opération de Biélorussie de juin 1944. Dans ce contexte, les Soviétiques disposaient évidemment d'un avantage certain sur l'Occident, vu leur expérience des grandes opérations de 1944-1945.

Pour la première phase de l'offensive, deux variantes fondamentales avaient été considérées par les experts de l'OTAN (les cartes 2 et 3 en donnent des exemples typiques). La première se caractérisait par la poussée en profondeur des



armées de premier échelon, sans grands enveloppements. Comme le montre le scénario d'une attaque surprise limitée à la République fédérale d'Allemagne, donné par le général Close⁽¹⁶⁾, la Bavière pouvait même être contournée par le nord au début de l'offensive, puis isolée par un verrou placé entre Karlsruhe et Bâle. Dans ce cas, la frontière avec les neutres (la Suisse et les Alpes autrichiennes) constituait la limite sud de cette poche. Il s'agissait évidemment d'une situation dangereuse pour la Suisse qui devenait la seule rocade possible pour les troupes de l'OTAN coupées du reste de l'Europe occidentale.

La deuxième variante^(17,18) prévoyait un *encercllement* rapide de la République fédérale d'Allemagne depuis le nord et le sud. Cette possibilité présentait un danger réel pour l'OTAN, dont le gros des troupes se trouvait à l'avant du secteur. Pour de nombreux experts occidentaux, l'encercllement et, par conséquent la prise en otage de leurs forces, aurait pu conduire rapidement à une situation grave pour l'Ouest. Sur la base de leur expérience de guerre, les Soviétiques attachaient une grande importance à cette forme d'opération⁽¹⁹⁾, ce qui inquiétait de manière croissante les Occidentaux dans les années 1980. L'imbrication des forces rendait également difficile l'utilisation de moyens nucléaires tactiques par l'OTAN ou par la France.

Dans cette variante, il est vraisemblable que la Suisse aurait échappé momentanément à une confrontation directe avec les forces du Pacte, le flanc sud de l'encercllement ne pouvant se battre sur deux fronts à la fois. De plus, guidée par son principe de neutralité, la Suisse n'aurait entrepris aucune action offensive spontanée contre ces troupes, à moins d'avoir été préalablement attaquée par la voie aérienne.

La planification réelle et ses implications

La planification réelle du Pacte de Varsovie, reconstituée sur la base de plus de 25 000 documents est-allemands (carte N° 4), révèle une approche classique et sans encerclements majeurs en RFA. Le Pacte semblait préférer une avance rapide dans la profondeur et il est possible qu'il ne disposait pas des forces nécessaires pour réaliser l'encercllement craint par l'OTAN. Par contre, la planification prévoyait une guerre aérienne intense entre le Danemark et l'Italie du nord⁽¹⁾ et l'utilisation massive d'armes nucléaires tactiques dès l'ouverture des hostilités (75 engagements en Bavière, par exemple, au début de l'attaque et une centaine par la suite).

Placés sous commandement soviétique, *cinq fronts* devaient attaquer l'Ouest, entre le Danemark et l'Autriche, en suivant les

grandes lignes des divers exercices et manœuvres des années 1980, notamment «Waffenbrüderschaft 80», «Soyouz 83» et «Sewer 88».

Il s'agissait pour le premier échelon stratégique, composé de trois fronts au moins, de s'emparer du Danemark, du Benelux et de la RFA, de les forcer à sortir du conflit et à atteindre en 15 jours la côte française. Les directions opératives principales sont (carte N° 4):

1. le Jutland et les débouchés de la Baltique;
2. le nord de l'Allemagne (Bremen - Hamburg) et les Pays-Bas;
3. la Ruhr, Bruxelles et les Flandres;
4. Francfort - Luxembourg;
5. le nord de la Bavière, Ulm, Strasbourg, ainsi que l'occupation de la Basse-Autriche (opérations incombant au Front Sud-Ouest). Le sud de la Bavière est contourné, comme dans l'hypothèse de la carte N° 2.

Une sixième direction, probablement une décision réservée du Pacte, prévoyait une poussée depuis l'Autriche sur l'axe Munich - Regensburg et *le passage par la Suisse* en direction de la France (corridor Lac de Constance - Bâle - Besançon).

Dans une deuxième étape, l'offensive devait être développée par deux fronts dans la profondeur du territoire français, pour y détruire les réserves straté-

giques et atteindre le Golfe de Biscaye et la frontière espagnole vers le trente-cinquième jour.

Il est évident que la violation de la neutralité autrichienne et l'isolement du 2^e Corps allemand auraient créé une situation nouvelle et dangereuse au nord-est de notre pays. Soumises à des feux nucléaires tactiques intenses et coupées du reste de l'OTAN, les troupes allemandes, américaines et françaises engagées en Bavière se seraient rapidement trouvées en contact direct avec la Suis-

se, dont le territoire présentait la seule rocade possible. De plus, l'afflux de réfugiés et la contamination radioactive inévitable auraient déjà placé la Suisse orientale devant des problèmes civils, militaires et politiques graves.

L'absence d'un encerclement complet dans le sud de la RFA aurait été lourde de conséquences pour notre pays, y compris la possibilité d'un conflit direct avec l'OTAN, dans la mesure où les troupes du Pacte n'auraient pas encore atteint la Suisse ou attaqué

par voie aérienne. Ces réflexions ont probablement été faites par les stratèges du Pacte, conscients de notre détermination à imposer le respect de notre neutralité, ce qui aurait pu placer notre pays devant un choix difficile. Dans tous les cas, nous aurions été entraînés dans un conflit armé contre l'une ou l'autre des parties, voire les deux. La succession des événements dépend du moment et des moyens prévus par le Pacte pour l'ouverture des hostilités contre notre pays.

Il est réjouissant de rappeler qu'un tel scénario avait été envisagé par les responsables de l'instruction opérative de notre armée (entre autres, le divisionnaire Gustav Däniker). Ces réflexions ont servi de base à l'exercice opératif de l'état-major du corps d'armée de montagne 3 en 1987, puis à l'exercice de défense générale, joué en 1988 et auxquels des centaines de responsables civils, politiques et militaires ont participé. On constate que la situation opérative admise pour ces exercices était très proche de la planification réelle du Pacte, ce qui témoigne de la compétence de nos spécialistes. Il s'agit également d'un atout pour le futur.

A ce stade, nous ignorons quelles étaient les intentions du Pacte à l'égard de l'ensemble de notre pays dans une phase ultérieure du conflit, après les combats prévus dans le secteur Schaffhouse - Bâle. Quoi qu'il en soit, malgré son

Caractéristiques d'un Front (Pacte de Varsovie et CEI)

Le Front a une structure variable, adaptée aux objectifs stratégiques qui lui sont fixés. Il se compose d'environ 3-4 armées générales et de 1-2 armées blindées, ainsi que d'une armée aérienne. Les armées elles-mêmes sont formées de 3-5 divisions de fusiliers motorisés et blindées, les proportions dépendant du type d'armée. Dans la CEI, cette structure changera progressivement ces prochaines années.

Dans le front, on trouve environ 300 000 hommes, 6000 chars de combat, 4000 pièces d'artillerie diverses et 3000 avions de combat.

Il existe des normes de planification moyennes, résultant de l'expérience de 1944-1945 adaptée aux conditions modernes⁽⁴⁾.

Dans le cas des offensives stratégiques, la largeur du front est de 200-300 km, selon l'échelonnement, avec des secteurs d'effort principaux (armées) de 30-40 km. Ces concentrations permettent d'atteindre localement des supériorités globales de 4-5 : 1. La profondeur d'une opération est de 300-400 km et se décompose en deux étapes (percée de la zone de défense tactico-opérative, puis poussée dans la profondeur et destruction des réserves opératives adverses, par des échelons d'armées successives). On admet qu'au niveau du front une opération dure de 15 à 25 jours.

statut de neutralité reconnu par tous, l'Autriche aurait été une des premières victimes de ce conflit. Les travaux de Rühl⁽¹⁾ montrent en effet que des planifications détaillées existaient pour l'invasion de ce pays.

Les exercices de 1987-1988, sur lesquels nous reviendrons ultérieurement, n'ont pas donné de solutions définitives dans le domaine du maintien de la neutralité ou d'alliances éventuelles. Par contre, ils ont permis à nos responsables d'aborder avec succès, divers problèmes pratiques liés au scénario considéré (réfugiés, difficultés logistiques, radioactivi-

té, maintien de la neutralité, etc.). Il s'agissait, si l'on se replace dans les conditions de l'époque, de la *préparation à un danger potentiel correctement perçu* par nos spécialistes. Cette constatation, ainsi que la réalité de la menace qui a plané sur l'Europe jusqu'à la fin des années 1980, justifient entièrement nos préparatifs et l'engagement de nombreux concitoyens durant la période de la guerre froide. Même si nous avons échappé à une catastrophe, l'effort doit être poursuivi, de manière à garantir la survie de notre pays.

F. S.

Nous dédions cette étude à tous ceux qui se sont engagés pour notre défense nationale, en particulier l'ancien conseiller fédéral Georges-André Chevallaz, les commandants de corps Hans Senn et Jörg Zumstein.

Nous tenons à remercier le commandant de corps J. Feldmann, ancien cdt CA camp 4, pour d'intéressantes discussions, ainsi que le divisionnaire L. Geiger, chef de l'Instruction opérative, qui a mis à notre disposition les documents relatifs aux exercices de 1987-1988.



*Les comptes SBS –
des comptes pour
viser juste.*



**Société de
Banque Suisse**

Une idée d'avance